

RÉFÉRENT HARCÈLEMENT SEXUEL, AGISSEMENT SEXISTE ET HARCÈLEMENT MORAL

2 jours

Objectifs

- Appréhender le cadre réglementaire et législatif en matière de lutte contre le harcèlement moral, sexuel et les agissements sexistes
- Comprendre les différents types de harcèlement moral, sexuel et agissements sexistes ainsi que leurs impacts
- Identifier les missions du référent ENTREPRISE en matière de lutte contre le harcèlement moral, sexuel et les agissements sexistes
- Identifier les missions du référent CSE en matière de lutte contre le harcèlement moral, sexuel et les agissements sexistes
- Intégrer la prévention du harcèlement moral, sexuel et des agissements sexistes dans une démarche globale de prévention

Public

Élus du CSE

Pré-requis

Accessible à tous

Moyens pédagogiques

QCM et mises en situation

Modalités d'évaluation

Quizz, évaluation et questionnaire de satisfaction

Durée

2 jours soit 14 heures

Intervenant

Juriste en droit social

Suivi

Assistance téléphonique pendant 3 mois après le stage

Tarif

Intra : 1 590€ nets / jour
(+ frais pour la province en présentiel)
Inter : 590 € nets / personne
Inter Visio : 490 € nets / personne

Financement

Financement par le CSE

Modalités d'accès

30 jours avant le début de la formation

Modalités techniques

Possibilité de suivre cette formation en visio via Microsoft Teams. Invitation envoyée au préalable à chaque participant. Support de formation envoyée à l'issue de la formation

Accessibilité

En cas de situation de handicap, nous contacter en amont afin de mettre en place les adaptations et autres modalités

Programme :

Jour 1 :

Notions, enjeux et définitions

La responsabilité civile et pénale

- Différences et conséquences
- L'interprétation par le juge

Le rôle du membre du CSE et du référent

- L'identification des situations
- L'alerte
- Le positionnement

La démarche de prévention

- L'obligation de sécurité : le rôle du CSE pour une meilleure prévention des risques
- Principes généraux de prévention
- La prévention primaire, secondaire et tertiaire
- De l'identification du risque à l'inscription dans le document unique

Jour 2 :

Enquête, droit d'alerte, la réclamation... quel outil dans quelle situation ?

- Savoir réagir à une situation dégradée
- Anticiper le risque

Le déroulé de l'enquête

- Le positionnement : la neutralité ?
- Libérer la parole
- L'écoute active

La restitution : les préconisations